



HAL
open science

La déportation : vies et destins brisés

Catherine Gousseff

► **To cite this version:**

Catherine Gousseff. La déportation : vies et destins brisés. Etienne François, Thomas Serrier. Europa
Notre histoire, Les Arènes, pp.113-120, 2017. halshs-01646354

HAL Id: halshs-01646354

<https://shs.hal.science/halshs-01646354>

Submitted on 7 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La déportation : vies et destins brisés

La mémoire des déportations en Europe se déploie entre ces deux figures extrêmes que sont Auschwitz d'une part et le Goulag de l'autre. Si, à l'Ouest, l'éradication de la population juive lors de la Seconde Guerre mondiale a dominé la mémoire de la déportation, à l'Est, ce sont les vingt millions de personnes déportées par le stalinisme qui ont laissé des traces indélébiles. Et entre les deux, une grande variété de parcours de déportés qui peine à exister dans les mémoires.

Catherine Gousseff

Née à Paris (France) en 1961.

Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et directrice du Centre Marc-Bloch à Berlin.

Ses recherches portent sur l'histoire des migrations dans l'espace soviétique et est-européen au cours du XX^e siècle.

Déportation, ce mot très ancien usité par les Romains pour désigner le bannissement d'individus par voie de mer à partir d'un port, résonne dans les mémoires comme une figure emblématique de la modernité totalitaire du XX^e siècle européen.

Dans ce siècle si marqué par les déplacements forcés et massifs de populations, la tentation est forte, et fréquente, d'assimiler l'histoire des départs contraints à des déportations de sorte qu'il n'est pas inutile d'emblée de revenir sur la spécificité de cette pratique étatique répressive. Ce qui distingue en effet la déportation d'autres formes de migrations forcées c'est qu'elle suppose non seulement l'organisation de départs sous la contrainte mais également l'existence d'une destination planifiée où, *a minima*, les personnes déplacées sont assignées à résidence sur le lieu de leur placement, en général sans pouvoir fuir dans les conditions d'internement et/ou d'éloignement dans lesquelles elles se trouvent affectées. De multiples victimes des déplacements forcés, comme les minorités germaniques de très longue date implantées en Europe centrale et orientale, expulsées de leur foyer au sortir du dernier conflit mondial pour revenir dans leur « patrie » ancestrale, et auxquelles l'historiographie post-guerre froide a accordés une attention nouvelle, ne sauraient ainsi entrer dans le cadre d'analyse des déportations.

Des expériences multiples

D'Ouest en Est du vieux continent, l'évocation de la pratique de déportation réveille instantanément des visions tragiques de l'histoire contemporaine qui ne sont cependant pas les mêmes à l'Occident et à l'Orient de l'Europe.

En France, en Italie, aux Pays-Bas, pour ne citer que quelques pays, la déportation est très étroitement connectée dans les consciences aux grandes rafles des Juifs, à leur transport en masse vers les camps d'extermination et en premier lieu Auschwitz. Si parmi eux, comme en France, la mémoire s'est partagée entre résistance et Shoah, dans le temps plus long la déportation des Juifs la domine. De multiples plaques du souvenir

accolées aux lieux où les Juifs furent rassemblés avant d'être envoyés vers l'Est, les cérémonies rituelles conçues en Jour du souvenir, l'intronisation à Paris du « Mémorial des martyrs de la déportation » en 1962, l'inauguration beaucoup plus récente du Mémorial de la déportation à Borgo San Dalmazzo, rendent compte de la place de ce pan d'histoire dans les mémoires nationales. La déportation est aujourd'hui identifiée à la première séquence de l'histoire de la Shoah, orientée inexorablement vers la mort. Bien que les pratiques de déportation se soient rapportées à d'autres situations historiques mettant en cause certains États démocratiques comme ce fut le cas dans l'histoire coloniale, l'éradication de la population juive dans le cours de la Seconde Guerre mondiale convoque, par sa dimension extrême, l'essentiel de la référence mémorielle à cette expérience. Le constat renvoie à une évidence : dans la majeure partie de ces pays, les sociétés n'ont pas vécu au cours du dernier siècle d'autres épisodes traumatiques s'apparentant de près ou de loin à des déportations de populations.

Il en va tout autrement des régions situées plus à l'est, en Europe centrale et orientale, où se superposent une diversité de cas redevables tantôt à la violence de la politique nazie, tantôt à celle de la politique stalinienne et souvent aux deux régimes totalitaires. L'histoire de la Pologne peut être prise à témoin de la variété des vagues de déportations subies, essentiellement durant et à l'issue immédiate de la Seconde Guerre mondiale. Principal territoire de la Shoah, qui a vu disparaître la quasi-totalité de la population juive de Pologne, le pays a été parallèlement le théâtre d'intenses déportations de Polonais non juifs vers les camps de concentration nazis et dans le cadre du travail forcé au sein du III^e Reich. Après le pacte Ribbentrop-Molotov d'août 1939 et le partage de la Pologne entre les deux alliés, les populations des régions soviétisées de l'Est ont, elles, été exposées à la répression soviétique sous la forme, notamment, de plusieurs vagues de déportations vers l'Asie centrale et la Sibérie. Dans la Pologne post-communiste sont venus s'ajouter aux anciens monuments commémoratifs de la barbarie nazie, de nouveaux sites dédiés aux victimes de l'Est, tel celui de la rue Muranowska à Varsovie figurant un wagon où sont empilées une multitude de croix en mémoire des Polonais déportés et de ceux massacrés à Katyn.

Plus à l'Est encore, l'expérience des déportations est exclusivement assimilée au totalitarisme stalinien. Les pays Baltes, annexés à l'URSS en 1940, occupés par les Nazis durant la guerre et à nouveau soviétisés à la fin du conflit, ne se réfèrent qu'au traumatisme mémoriel de peuples déportés aux périphéries orientales de l'URSS, comme le soulignent, en particulier, les représentations muséales de leur histoire. Le musée du génocide du peuple lituanien met ainsi en scène la figure centrale du Goulag comme grand symbole de la répression endurée durant la période dite de « l'occupation soviétique ».

En Russie, dans le pays qui porte au premier chef l'héritage soviétique, la mémoire des déportations et de l'univers concentrationnaire a rejailli spectaculairement dans les années de la *perestroïka* et durant la décennie qui a suivi la chute de l'URSS. Essentiellement portée par les activistes de l'association Mémorial, cette mémoire s'est déclinée de multiples manières, depuis les livres dédiés aux victimes des répressions jusqu'aux musées érigés dans différentes régions du pays. Dans la durée, cependant, l'entreprise de commémoration du Goulag peine à faire consensus dans sa légitimité à incarner la conscience tragique du passé soviétique. Défiée par un État en quête de filiation positive, qui tend à glorifier l'ancienne puissance soviétique et l'avènement de la modernité russe du XX^e siècle, cette mémoire reste contenue à la périphérie de la vie publique. Elle bénéficie cependant d'importants relais en particulier parmi les « peuples punis » sur lesquels nous reviendrons.

Déportations et représentations : le totalitarisme en questions

La géographie mémorielle des déportations d'Ouest en Est du vieux continent se déploie ainsi entre deux figures extrêmes que sont Auschwitz d'une part et le Goulag de l'autre. Elle rejoint par d'autres voies, qui sont celles des expériences dominantes ou érigées comme telles dans les différentes parties de l'Europe, les termes du grand débat sur le totalitarisme au XX^e siècle. Le bien-fondé ou non à comparer, à mettre en équivalence nazisme et stalinisme dans leur dimension criminelle constitue en effet la principale ligne de tension emblématique du contexte idéologique de la guerre froide. Dans les « pays de l'Est » et en URSS les intellectuels ne purent prendre la parole, du moins officiellement, car certains, comme Vassili Grossman dans son roman *Vie et Destin* (édité en France en 1980), ont médité la question. Mais en Occident, ce débat contribua à structurer les scènes partisanes nationales, introduisant de façon polémique l'existence du Goulag comme autre figure de la violence totalitaire face à celle d'Auschwitz, expression du mal suprême nazi jugé à Nuremberg. Scandé par des controverses judiciaires, telle l'affaire Kravtchenko (1949) en France, par la réception très houleuse d'ouvrages devenus des grandes références tels que *Les origines du Totalitarisme* d'Hannah Arendt (1951), le débat n'a cessé de rebondir durant des décennies. Il a connu ainsi une nouvelle actualité avec *l'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne dont la publication dans différents pays européens au cours de la première moitié des années 1970 a relancé la polémique sur la nature du régime soviétique. La prégnance de ce débat a même excédé l'existence de l'Europe bipolaire si l'on en juge par la réception très vive et conflictuelle du *Livre noir du communisme*, réalisé par un collectif d'historiens et publié en France en 1996 avant d'être rapidement traduit dans pratiquement toutes les langues du vieux continent. Mais fait remarquable, les controverses suscitées par cet ouvrage sont restées cantonnées à l'Europe occidentale. Alors que la parole était désormais déliée dans les sociétés d'Europe centrale et orientale et que la plupart de celles-ci portent la double mémoire des violences nazies et stalinienne, la validité ou non d'une comparaison n'a provoqué aucune passion ni même un véritable débat. Il existe ainsi une certaine dichotomie entre la territorialisation des expériences de déportations d'un bout à l'autre de l'Europe et la localisation à l'ouest de la controverse sur le totalitarisme, à travers laquelle le Goulag a pris place dans les mémoires occidentales.

Au-delà du rôle des discours dans la représentation des déportations, la comparaison de ces expériences dans les deux contextes nazi et stalinien ne peut excéder quelques constats généraux.

Le plus important est la remémoration par les victimes du processus de déshumanisation subi. À lire les témoignages, la grande rupture avec l'humanité s'incarne de façon cardinale dans le transport vers une destination inconnue où les personnes se trouvent massées durant des jours et parfois des semaines dans des wagons à bestiaux. « Le convoi était formé de dix wagons contenant chacun soixante-dix personnes. Au milieu du wagon un espace vide, en face de l'entrée, sur un trou percé étaient posé deux planches en V : cela devait remplacer la tinette (...). Étendu dans l'obscurité du cercueil ambulante, je perdis la notion du mouvement à la surface de la terre ; il me semblait que nous descendions toujours plus bas, sous la terre, hors du monde des vivants », écrit Julius Margolin dans son *Voyage au pays des ze-ka*. « Des wagons nus avec un tonneau au milieu et soixante-dix personnes debout dans un fourgon fermé. On ne leur permet d'emporter qu'une musette. Je me demande combien

arrivent vivants», rapporte Jopie Vleeschouwer à propos des convois de juifs néerlandais envoyés vers Auschwitz. La perte de tout espace vital et l'entassement des corps, l'absence d'hygiène, la faim, le froid et la conscience aiguë d'être exclu de la communauté des humains pour être désormais traité comme du bétail forment les prolégomènes communs à l'entrée dans la peau du déporté. Le vécu une fois à destination conduit à considérer la diversité des expériences, non seulement entre les deux systèmes mais également au sein de chacun.

Goulag et colonisation forcée

L'URSS est l'État qui incarne au premier plan l'histoire de la déportation par le nombre de victimes touchées et la longévité de cette pratique, appliquée tout au long de la période stalinienne. En l'espace de plus de vingt ans, environ vingt millions de personnes furent déportées au sein de l'immense espace soviétique. Le Goulag, acronyme désignant l'administration centrale des camps, est devenu dans l'acception populaire synonyme de l'univers concentrationnaire soviétique. Le Goulag a en effet géré des centaines de camps de travail forcé par lesquels passèrent des millions d'individus condamnés pour raison politique ou pour des délits de droit commun. Fixée par quelques grands témoignages littéraires comme *les Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov (1978, en russe et 1980 en français), *l'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne (Paris, 1974) qui mettent en relief l'endurance extrême de l'esclavage moderne, la représentation faite du Goulag dans les mémoires européennes masque cependant d'autres réalités de la déportation. Aux côtés des détenus de camp, se présentent en effet des expériences innombrables de groupes ayant été envoyés et cantonnés dans les régions les plus reculées de l'URSS pour contribuer à leur développement. Ceux-là n'ont pas été jugés, ils ont été pour la plupart déportés sur décision administrative. Ils n'ont pas été enfermés dans des camps mais assignés à résidence dans des villages et « zones de peuplement » déshérités du grand Est comme ce fut le cas tout particulièrement de différentes communautés ethnico-nationales. Polonais des régions soviétisées en 1939, Allemands soviétiques jugés indésirables après l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, Tchétchènes et autres peuples « punis » pour leur collaboration supposée avec l'occupant nazi durant la guerre, Baltes et Ukrainiens de l'Ouest considérés comme rebelles à la soviétisation... La liste est longue des six millions de personnes ainsi réprimées. Contrairement à l'univers des camps, les victimes comprenaient des familles entières, mêlant plusieurs générations des plus petits jusqu'aux vieillards et dont les plus vulnérables n'ont pu, souvent, supporter les nouvelles conditions de vie. Nombreux, au sein de ces communautés, ont consigné l'expérience de la colonisation forcée, en moyenne plus longue que celle des condamnés au Goulag. La dureté du vécu a considérablement varié, selon les périodes (celle de la guerre et de l'immédiat après-guerre ayant été particulièrement éprouvantes), les lieux et la nature du travail qui s'offrait. Ainsi, les activités d'exploitation forestière étaient réputées d'une grande pénibilité, celles dans les unités agricoles des sovkhozes l'étaient moins. Mais quasiment invariable est la remémoration d'une existence à l'écart de la civilisation, où chacun décline à sa manière le sentiment de damnation dans un univers privé de médiations et de ressources. Témoignages multiples, sites internet et, plus récemment fictions cinématographiques telle *La croisée des vents* (*Crosswind*, 2015) du réalisateur estonien Martti Helde, rendent compte de ce pan d'histoire de colons malgré eux, encore largement cantonné dans les mémoires des Européens de l'Est et mal connu des Occidentaux.

Auschwitz et travail forcé

La visée génocidaire du régime nazi à l'égard des juifs explique, pour des raisons légitimes, la moindre attention portée à d'autres aspects de la politique hitlérienne de déplacement forcé, pourtant très importants par le nombre de personnes touchées. Le gouvernement nazi a en effet déporté par millions hommes et femmes des zones occupées d'Europe pour les acheminer comme force laborieuse au sein du III^e Reich. Tout en ayant œuvré par la plus grande violence à l'homogénéisation ethnique de l'Europe centrale et orientale, le pouvoir nazi a parallèlement été le grand promoteur de l'immigration forcée en Allemagne. De quatre cent mille étrangers présents dans le pays en 1939 il en est décompté plus de neuf millions au printemps 1945, soit un cinquième de la population du pays. En dehors des contingents de prisonniers de guerre, des millions de civils, soviétiques, yougoslaves, polonais et autres ont été raflés et envoyés de force dans le Reich. Nombreux furent parqués à proximité des industries de production, comme les déportés du camp de Ravensbrück, employés de la firme Siemens, ou installés dans des baraquements clos dans les grandes villes d'Allemagne, ou encore répartis dans les exploitations agricoles du pays. Le traitement de ces travailleurs forcés (*Zwangsarbeiter*) n'a pas partout été le même, selon les situations et les groupes nationaux. Pour la majorité des « *Untermenschen* » (« sous-hommes » dans la terminologie nazie) déportés de l'Est, le ressenti d'une situation d'esclave, à peine suffisamment nourri, non rétribué et dépourvu de confort élémentaire ressort de la plupart des témoignages. Pour eux, en particulier, l'évidence d'avoir été réduit à la condition de sous-hommes s'impose à la mémoire.

Colonisation forcée dans le cas soviétique, immigration forcée de travail dans le Reich nazi esquissent ainsi les contours d'expériences subies par un grand nombre d'Européens dans une version violente et inversée des pratiques démocratiques de déplacement à l'âge moderne. Entre le Goulag et Auschwitz, intronisés dans les mémoires comme figures préventives de l'extrême à ne jamais répéter, se déploie graduellement une grande variété de parcours de déportés qui ont marqué une multitude de destinées mais qui peine à prendre place dans le patrimoine mémoriel du XX^e siècle européen.

Bibliographie

- Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1988.
- Luba Jurgenson et Nicolas Werth, *Goulag. Une anthologie*, Paris, Robert Laffont, 2017.
- Alexander Von Plato, Almut Leh, Christophe Thonfeld (dir.), *Hitlers Sklavien. Lebensgeschichtliche Analysen zur Zwangsarbeit im internationalen Vergleich*, Vienne, Cologne, Weimar, Böhlau, 2008.
- Norman Naimark, *Fires of Hatred. Ethnic Cleansing in Twentieth Century Europe*, Harvard, Harvard University Press, 2001.
- Pavel Polian, *Against Their Will. The History and Geography of Forced Migrations in the USSR*, Budapest, Central European University Press, 2004.
- Philipp Ther, *The Dark Side of Nation States. Ethnic Cleansing in Modern Europe (War and Genocide)*, New York-Oxford, Bergham, 2014.

